

Littérature obscène

de ces revues, il comprendra de quoi parlent le député de Selkirk et les parents inquiets.

Selon un article de Dick Beddoes, si je ne m'abuse, paru dans le *Globe and Mail* d'hier, le Conseil municipal de Toronto a chargé un groupe spécial de faire enquête sur la pornographie à Toronto. De plus en plus de gens se plaignent dans cette ville de la prolifération incroyable de revues pornos et de leurs répercussions sur les enfants, notamment.

Le député de Selkirk craint que les gens ne confondent moralité et loi. Je lui demande de ne pas s'inquiéter. Comme l'a dit Aristote, les législateurs rendent les citoyens bons en créant chez eux des habitudes. A mon avis, certaines habitudes que nous laissons se créer chez les Canadiens ne font pas d'eux de bons citoyens. Nous devrions surveiller de plus près les ouvrages importés au Canada.

Barbara Ward, dont les opinions ont influencé les Canadiens dernièrement—je veux parler en particulier de ce qu'elle a dit à la conférence Habitat de Vancouver—a parlé des besoins fondamentaux de l'homme, qui comprennent le logement, l'alimentation et ainsi de suite. Elle a également parlé de ses besoins psychiques. Dans plusieurs de ses livres, elle a parlé des besoins spirituels de l'homme—ce qui me ramène à nos enfants. Certes, nous pouvons leur assurer un abri, les nourrir, leur donner des vitamines pour être certains qu'ils sont en bonne santé et qu'ils ne manquent de rien sur le plan matériel. Le problème, c'est de savoir à quel point nous nous préoccupons de leur environnement psychique.

On entend beaucoup parler à l'heure actuelle de la liberté de parole, de la liberté de la presse et de toutes sortes de libertés. Mais ne confondons pas liberté et licence.

En tant que mère de famille concernée, je tiens à ce que mes enfants puissent entrer librement dans le super-marché de notre quartier sans être exposés au spectacle horrible des revues pornographiques. A force d'avoir sous les yeux des ouvrages obscènes, on tend à devenir insensible. On s'habitue à l'obscénité, que l'on considère comme normale.

Je tiens à parler sans aucune honte en tant que femme et non plus que député. En tant que femme, je suis profondément choquée par la pornographie.

Des voix: Bravo!

Mme Appolloni: Elle exploite toutes les femmes de la terre, où qu'elles se trouvent. Comme nous essayons de le dire depuis des siècles—peut-être notre message passera-t-il enfin—il est temps que les femmes occupent leur place aux côtés des hommes, en tant qu'êtres humains. Nous ne voulons pas être jugées à cause de nos atouts. Les femmes veulent être considérées simplement comme des êtres humains. Elle veulent être appréciées en tant que tels et non pas parce qu'elle sont plus ou moins belles.

M. Yewchuk: Le vote. Vous cherchez à couler le projet de loi en prolongeant la discussion.

Mme Appolloni: Je parle au nom des femmes. Permettez-moi d'ajouter, en tant que femme et mère de famille concernée, que je ne veux pas voir non plus mes fils exploités. Pendant longtemps, seules les femmes ont été exploitées, mais

aujourd'hui les éléments masculins le sont également. On entend parler d'enfants de huit ou neuf ans, à New-York, qui se font exploiter et certains pervers se servent pour assouvir leurs passions.

Voulons-nous vraiment que nos enfants soient soumis à cela? C'est pourtant ce qui arrive aux petits garçons comme aux petites filles.

M. Yewchuk: N'étouffez pas le bill.

Mme Appolloni: Je veux que mes fils puissent grandir dans la liberté et dans la dignité. Je veux qu'ils sentent que leur valeur ne provient pas de ce qu'ils sont différents des autres ou plus grands que les autres mais de leur valeur en tant qu'êtres humains. C'est ce que j'entends par dignité humaine.

Cela dit, je félicite à nouveau le député de Selkirk du projet de loi dont nous sommes saisis.

M. Joe Flynn (Kitchener): Monsieur l'Orateur, j'approuve entièrement la proposition du député de Selkirk (M. White-way), comme tous les autres députés de la Chambre.

M. Yewchuk: Passons au vote, alors.

M. Flynn: Nous sommes tous contre la pornographie et l'obscénité et il n'y a aucun doute à cela. En se reportant à la définition du dictionnaire, mon collègue a parlé, je crois, de prostituée. Je crois que de l'avis des femmes, dans le cas présent, la moralité du souteneur est plus douteuse que celle de la prostituée. Comme l'archevêque Pocock l'a dit, la sexualité et les principes vus par «Playboy», relèvent d'une conception de la vie par laquelle nous utilisons et dégradons nos corps de telle manière que loin d'affirmer notre liberté, nous devenons des esclaves. La pornographie avilit et déshumanise ce qui est censé être précieux et profondément personnel.

L'archevêque Pocock a touché à un point vraiment capital quand il s'est lancé dans ce qui a semblé être sa campagne solitaire contre la pornographie et l'obscénité. Toutefois, il l'a fait d'une façon qui a frappé l'imagination de la population non seulement de Toronto mais de tout le pays qui veut maintenant s'attaquer sérieusement à l'obscénité. Il l'a fait d'une façon qui nous a maintenant fait prendre pleinement conscience de ce qui se passe dans les quotidiens. Nous regardons les annonces de films et de spectacles dans les journaux et nous nous rendons compte de ce qui se passe.

● (1750)

Il y a un problème que pose ce bill C-210. Il propose l'établissement d'offices fédéraux de classement dans chaque province pour déterminer si tout ce qui lui est signalé est d'un caractère obscène au sens de l'article 159(8) du Code criminel.

La Cour suprême du Canada doit bientôt entendre une cause émanant de la province de la Nouvelle-Écosse. Il s'agit de savoir si les offices provinciaux de classement *ultra vires* tombent sous le coup de la partie du Code criminel qui relève exclusivement du gouvernement du Canada. La position traditionnelle des gouvernements provinciaux a toujours été que cela fait partie des droits civils et relève donc du pouvoir législatif exclusif des législatures provinciales.